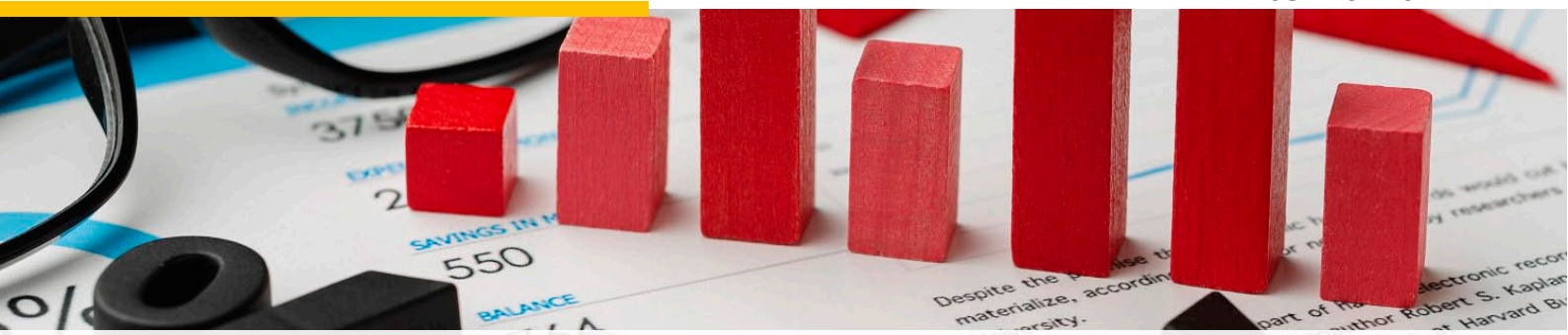
STATNEWS

N° 37

09/10/26



Projections à moyen terme (2026-2030)

TABLEAU : RESUMÉ DES PRÉVISIONS MACROECONOMIQUES POUR LE LUXEMBOURG

	2026	2027	*2028*	2029	2030
					Évolution en %
PIB (en volume)	**1.2**	**1.9**	**2.3**	**2.3**	**2.4**
Emploi total intérieur	**1.7**	**1.9**	**2.0**	**2.1**	**2.4**
Taux de chômage (% de la pop. active, déf. ADEM)	**6.3**	**6.3**	**6.1**	**5.8**	**5.4**
Echelle mobile des salaires	**2.3**	**2.1**	**1.9**	**2.1**	**1.5**
Coût salarial moyen	**3.3**	**2.4**	**2.5**	**2.8**	**2.2**
Emissions de gaz à effet de serre	**-2.7**	**-5.5**	**-6.4**	**-4.9**	**-6.5**

Source : STATEC (projections de moyen terme du STATEC mises à jour en août 2026)

L'économie luxembourgeoise devrait enregistrer une croissance du PIB en volume de 1.2% en 2026, avant une accélération graduelle à partir de 2027. La reprise s'accompagnerait d'un redressement progressif de l'emploi, dont la croissance dépasserait 2% à partir de 2028. L'inflation se maintiendrait globalement autour de 2% à moyen terme, même si les risques à court terme apparaissent désormais orientés à la hausse dans un contexte de tensions accrues sur les marchés énergétiques. Fin août, le STATEC a actualisé ses projections macroéconomiques à moyen terme. [1]

1. Contexte international : prévisions

Les hypothèses internationales retenues pour cet exercice de prévision de moyen terme s'appuient sur les scénarios d'Oxford Economics (OE), reçus le 15 juillet 2026. Par rapport aux prévisions publiées en juin 2026 dans la Note de conjoncture (NDC 1-2026), l'hypothèse de croissance de la zone euro pour 2026 a été révisée à la baisse, de 0.8% à 0.6%, avant de revenir sur un rythme de l'ordre de 1.5% en moyenne sur 2027-2030. Ces hypothèses,

[1] Ces prévisions constituent un élément du processus d'élaboration du Budget de l'État et ont été transmises au ministère des Finances.

arrêtées avant la publication des résultats du 2e trimestre pour la zone euro — où le PIB a progressé de 0.4% sur le trimestre, au-delà du consensus —, n'intègrent pas encore l'acquis de croissance qui en résulte ; en l'absence d'une nouvelle flambée des prix énergétiques, une révision à la hausse de cette prévision pour 2026 semble dès lors probable. L'inflation attendue en zone euro serait de 2.0% en 2026 et 2.1% en 2027.

À l'échelle mondiale, OE a légèrement révisé à la hausse ses prévisions de croissance en juillet 2026, à 2.5% pour le PIB mondial en 2026 et 3.2% en 2027 (+0.1 point de % dans les deux cas), dans le sillage d'une fragile trêve entre les États-Unis et l'Iran et d'une reprise modérée du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz. Ce contexte a également conduit OE à revoir à la baisse son hypothèse de prix du pétrole ; l'hypothèse retenue pour le Brent dans cet exercice est de 83 USD/baril en 2026 (contre 90 USD dans la NDC 1-2026) et de 67 USD/baril en 2027 (contre 70 USD précédemment). La demande mondiale de services, après une croissance faible de 1.4% en 2026, accélérerait à partir de 2027 pour progresser en moyenne de 2.5% par an sur le reste de l'horizon. Sur les marchés boursiers, l'Euro Stoxx 50 progresserait fortement en 2026 (+12.3%), avant une croissance nettement plus modeste sur le reste de la période[2].

RISQUES

L'incertitude entourant ces prévisions reste élevée et repose principalement sur l'évolution de la situation au Moyen-Orient. OE a ainsi chiffré un scénario alternatif défavorable, « Intensification de la guerre en Iran », dans lequel le détroit d'Ormuz resterait durablement fermé, les routes maritimes alternatives seraient à leur tour menacées et les infrastructures énergétiques subiraient des dommages croissants. Dans ce scénario, le prix du Brent bondirait à une moyenne de 163 USD/baril au 3e trimestre 2026[3], avant de refluer à mesure que le détroit rouvrirait progressivement au 4e trimestre ; les prix du gaz connaîtraient également un pic. Les pénuries d'énergie pèseraient sur l'activité (report de certaines dépenses des ménages, arrêt partiel du transport et du fret) et les tensions sur les chaînes d'approvisionnement hors énergie exerceraient des pressions plus larges sur les coûts et les prix. Les investisseurs exigeraient une prime de risque d'inflation plus élevée, faisant grimper les rendements des bons du Trésor américain à 10 ans de 75 points de base au-dessus du scénario central en début de choc, tandis que les marchés actions mondiaux se replieraient d'environ 20% par rapport au scénario central au 3e trimestre. Un soutien budgétaire — particulièrement marqué aux États-Unis, avec un effet de relance à court terme estimé à 0.5 point de % de croissance — atténuerait le choc au 2e semestre 2026, avant de laisser la place à une consolidation budgétaire. Au total, la croissance du PIB mondial ralentirait à 1.9% en 2026 et 1.3% en 2027 (contre 2.5% et 3.2% dans le scénario central), avec des récessions aux États-Unis et dans d'autres grandes économies avancées.

À ces risques identifiés par OE s'ajoutent des facteurs d'incertitude non chiffrés dans cet exercice : les épisodes de sécheresse en Europe, combinés au phénomène climatique El Niño, constituent un risque haussier pour les prix de l'alimentation sur l'horizon de prévision ; et l'orientation de la politique monétaire conditionnera l'évolution des spreads de taux dans les économies avancées. Ces derniers sont déjà élevés sous l'effet d'une concurrence accrue pour les financements internationaux, de niveaux de dette publique élevés et de dépenses de défense croissantes (notamment au Japon et en Allemagne).

2. Perspectives économiques pour le Luxembourg

ACTIVITÉ

Les dernières années ont été marquées par un environnement international moins favorable. L'économie luxembourgeoise a ainsi subi l'impact du resserrement des conditions financières et une dégradation des conditions de marché dans certains de ses secteurs clés. La correction de l'immobilier et de la construction, ainsi que le ralentissement de l'activité dans les services financiers, ont pesé sur des branches qui constituent le cœur de son modèle économique et de ses exportations. À mesure que ces freins s'estompent, le PIB réel renouerait avec une croissance progressive, qui passerait de 1.2 % en 2026 à 1.9 % en 2027 puis 2.3 % en 2028. Cette

[2] Il s'agit d'une hypothèse technique étant donné la volatilité des bourses.
[3] Ce niveau de prix (163 USD/baril) dépasse significativement les observations récentes : la moyenne du Brent au 3e trimestre 2026 s'est établie à 96 USD/baril.

évolution traduirait la résorption progressive des déséquilibres accumulés ces dernières années et le retour graduel de l'économie vers son potentiel de croissance.

La demande intérieure n'y contribuerait que modérément : la consommation des ménages et l'investissement ont, au Luxembourg, un contenu en importations élevé, de sorte que leur effet net sur le PIB reste limité — même si les mesures convenues lors de la dernière tripartite et l'indexation de juin 2026 soutiennent le pouvoir d'achat, et si la stabilisation des taux d'intérêt à moyen terme favoriserait un rebond de l'investissement, notamment dans la construction. La réforme fiscale prévue pour 2028 donnerait une impulsion supplémentaire à la consommation des ménages, dont la croissance passerait de 2.0% en 2027 à 2.6% en 2028, avant de revenir à 2.1% en 2029. À court terme (2026-2027), le principal moteur de la reprise resterait les exportations de services, notamment financiers. Les hypothèses de progression des marchés boursiers (Euro Stoxx 50 : +12.3% en 2026) et de taux relativement stables soutiendraient le volume d'actifs sous gestion, et donc la valeur ajoutée du secteur. Ce scénario reste cependant conditionné à l'absence d'aggravation des risques géopolitiques : le scénario alternatif « Intensification de la guerre en Iran » décrit plus haut conduirait les marchés boursiers à un repli de près de 20%, avec des répercussions directes sur l'activité financière. À moyen terme (2028-2030), la croissance serait de plus en plus tirée par le secteur privé non financier, dont la progression reviendrait progressivement vers sa moyenne historique (+3.3% par an).

Cette reprise resterait construite sur un potentiel de croissance affaibli — 0.9% en 2025, 1.0% en 2026, contre une moyenne historique de 2.9% — pénalisé par la faiblesse des gains de productivité globale des facteurs observée au cours de la dernière décennie, à laquelle s'ajoutent le manque de dynamisme du marché du travail et la faiblesse de l'investissement des dernières années ; son redressement resterait limité à 1.7% en 2030. L'écart de production, nettement négatif, se refermerait ainsi très graduellement, à -2.0% en 2028 puis -0.7% en 2030, sans se combler complètement sur l'horizon.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Le ralentissement de l'emploi en 2023-2024 (+1.9%, puis +1.0%) reflétait avant tout la quasi-stagnation de l'activité, en particulier dans la construction, les services financiers et les services aux entreprises ; l'emploi ayant alors progressé plus vite que le PIB, il s'est accompagné d'un recul de la productivité apparente du travail, les entreprises ayant largement conservé leurs effectifs. Le redressement progressif de l'emploi — 1.2% en 2025, 1.7% en 2026, 1.9% en 2027, 2.4% en 2030 — suit celui de l'activité avec le décalage habituel : les créations d'emplois, encore largement portées par le secteur non marchand en 2025, seraient reprises par le secteur marchand à mesure que le rétablissement de l'activité économique se confirme, comme l'indiquent déjà les résultats du premier semestre 2026 (+1.6% puis +1.8% sur un an). Les causes du ralentissement récent ne seraient toutefois que partiellement résorbées : si la stabilisation des taux d'intérêt soulage la construction et les services financiers, la faiblesse du potentiel de croissance limite le rythme des embauches, qui resterait en deçà de sa moyenne de long terme (3.0%).

C'est ce qui explique que le taux de chômage (définition ADEM), à 6.0% de la population active en 2025, continue de progresser légèrement, à 6.3% en 2026 et 2027, malgré l'accélération des créations d'emplois : celles-ci profiteraient davantage aux frontaliers qu'aux résidents sur cette période, sans effet notable à la baisse du nombre de demandeurs d'emploi. Ce n'est qu'avec le renforcement de l'activité et de l'emploi national que le chômage refluerait, à 6.1% en 2028, 5.8% en 2029 et 5.4% en 2030.

INFLATION / SALAIRES

L'inflation (IPCN) s'établirait à 1.8% en 2026, puis à 2.1% en 2027. Sur la période 2028-2030, elle se stabiliserait autour de 2.0% en moyenne. Le reflux de 2026 tient à la composante énergétique : le scénario central retient un baril de Brent à 83 USD en moyenne et intègre la baisse des prix de l'énergie liée au Resilienzpak, le paquet de mesures tripartites entré en vigueur à l'été 2026. Les prix des services continueraient en revanche de croître à un rythme plus soutenu (2.2% en 2026), en lien notamment avec la tranche indiciaire intervenue en juin 2026. La remontée de l'inflation en 2027 s'explique par l'expiration du Resilienzpak, dont l'effet de rattrapage est estimé à +0.3 point cette année-là.

Le coût salarial moyen nominal progresserait sous l'effet conjugué de l'indexation automatique et de la croissance du salaire de base — +3.4% sur un an au 1er trimestre 2026, rythme qui se maintiendrait globalement sur le reste de l'année. En termes réels — déflaté par l'échelle mobile — sa progression resterait plus mesurée.

Ce scénario reste sensible à la trajectoire des prix de l'énergie. En effet, depuis la clôture des hypothèses de prévision, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient se sont accentuées, renforçant les risques haussiers pesant sur les prix de l'énergie. Dès lors, malgré la révision à la baisse de l'inflation par rapport à la NDC 1-2026, les risques entourant la présente projection apparaissent désormais orientés à la hausse. Les prochaines prévisions d'inflation, diffusées le 4 novembre prochain, réévalueront ces risques, ce qui pourrait conduire à une révision à la hausse du scénario d'inflation.

VENTES DE CARBURANTS / EMISSIONS DE CO_2

Les ventes de carburants routiers sont, au Luxembourg, largement déterminées par les écarts de prix à la pompe avec les pays voisins — dont dépendent les achats des frontaliers et du transit routier — et par la composition du parc automobile. Leur recul de 8.0% en 2025 s'inscrit dans la tendance baissière liée à l'érosion progressive de cet avantage de prix et à l'électrification du parc. La stabilisation ponctuelle de 2026 (-0.4%) résulterait de la baisse de 5 centimes par litre sur le diesel et l'essence introduite par le Resilienzpak à partir de juillet, qui restaure temporairement une partie du différentiel de prix ; l'expiration de cette mesure en 2027, conjuguée à la poursuite des tendances de fond, ramènerait les ventes sur un recul marqué sur le reste de l'horizon (-7.0% en 2027, -8.3% en 2028, -5.7% en 2029, -6.8% en 2030).

Les ventes de carburants constituant la principale composante des émissions nationales de gaz à effet de serre, celles-ci en suivraient généralement la trajectoire à partir de 2026. Sur l'ensemble de la période, le rythme de repli serait nettement plus rapide que la moyenne observée entre 2005 et 2025 (-2.6% par an).

Pour en savoir plus

Bureau de presse | **+352 247-88455** | press@statec.etat.lu

statistiques.lu

Cette publication a été réalisée par le Département « Conjoncture, modélisation, prévisions ».

Le STATEC tient à remercier tous les collaborateurs qui ont contribué à la réalisation de cette parution.

La reproduction totale ou partielle du présent bulletin d'information est autorisée à condition d'en citer la source.

Restez connectés ! Inscrivez-vous à notre newsletter